*Traduire les passages en gras.*

**États-Unis : la dette étudiante, menace pour les universités et enjeu politique majeur**

Université de Ljubljana, été 2015. Un homme discute avec des étudiants au milieu du campus : « Aux États-Unis, les jeunes accumulent des dettes de plusieurs dizaines de milliers de dollars, parfois même plus de 100 000 dollars par étudiant. » Les étudiants slovènes sont surpris. L’une d’elles s’exclame : « C’est insensé ! ». Dans le documentaire [*Where to Invade Next*](https://www.slate.fr/story/123351/where-invade-next-effet-retour-michael-moore) (2016), le réalisateur américain Michael Moore explique à ses compatriotes que la dette étudiante n’est pas inéluctable et que, dans la plupart des pays européens, l’éducation est largement financée par l’État.

**Si les Américains semblent méconnaître la gratuité des études en Europe, les jeunes Européens ignorent souvent l’ampleur de la dette étudiante aux États-Unis. Dans le système américain, l’éducation est perçue comme un investissement individuel plutôt que comme un droit. La dette génère un** [**stress**](https://www.networkforphl.org/news-insights/student-loan-debt-is-creating-a-physical-and-mental-health-crisis-for-millions-of-americans) **important pour les jeunes diplômés américains, qui entament leur carrière avec des remboursements de prêts à long terme, ce qui représente un défi économique majeur pour chaque étudiant en particulier et pour le pays en général[[1]](#footnote-1).**

**La dette étudiante est également une préoccupation majeure pour les dirigeants d’universités américaines, surtout en cette rentrée marquée par un contexte économique, social et politique complexe. La question de l’endettement continue d’affecter l’accès aux études supérieures et le quotidien des étudiants, constituant un enjeu central pour l’avenir des institutions académiques aux États-Unis.**

**En juin 2024, la dette étudiante américaine atteignait environ 1 700 milliards de dollars, soit une augmentation de 42 % en dix ans, selon le** [**Pew Research Center**](https://www.pewresearch.org/short-reads/2024/09/18/facts-about-student-loans/)**. Un quart des adultes de moins de 40 ans sont concernés par cette dette, contre seulement 4 % des plus de 50 ans.** La dette médiane par emprunteur de niveau Licence est d’environ 25 000 dollars, mais pour un diplômé de troisième cycle sur quatre, elle dépasse les 100 000 dollars.

La crise de la dette étudiante aux États-Unis prend de plus en plus d’ampleur, avec environ [43 millions d’Américains concernés](https://www.studentloanplanner.com/student-loan-debt-statistics-average-student-loan-debt/). L’augmentation générale des frais de scolarité a poussé les étudiants à emprunter davantage, portant la dette totale à des niveaux records. [Plus de 60 % des Américains considèrent cette question comme prioritaire, et une majorité soutient des mesures d’annulation de la dette étudiante](https://www.lendingtree.com/).

L’administration Biden a tenté d’alléger le fardeau de la dette via le programme [Saving on a Valuable Education](https://studentaid.gov/announcements-events/save-plan) (SAVE), lancé en septembre 2023. Ce plan cherchait à rendre les remboursements plus abordables et à autoriser une annulation partielle des dettes sous certaines conditions. Cependant, en juin 2023, la [Cour suprême a bloqué son plan d’annulation](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/07/01/en-annulant-la-reduction-de-la-dette-etudiante-la-cour-supreme-inflige-un-nouveau-revers-a-joe-biden_6180113_3210.html), et en août 2024, une [cour d’appel a bloqué l’initiative](https://edition.cnn.com/2024/07/19/politics/student-loan-save-plan-payments-paused/index.html), soulevant des questions constitutionnelles sur le pouvoir de l’exécutif à agir sans l’aval du Congrès.

**La dette étudiante a des** [**répercussions économiques majeures**](https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-zoom-de-france-inter/le-zoom-de-france-inter-du-mardi-10-septembre-2024-2519297)**, restreignant la capacité des jeunes à consommer et à investir. De nombreux diplômés consacrent une part importante de leurs revenus au remboursement de leurs prêts, freinant ainsi la croissance économique et la mobilité sociale.** Dans un contexte de croissance modérée et de forte inflation, le pouvoir d’achat devient central pour les électeurs américains, qui voient l’université se transformer en luxe inabordable.

En 2023, un jeune diplômé sur trois jugeait que le coût de son diplôme ne justifiait pas les bénéfices, ce qui peut expliquer la désaffection croissante des jeunes Américains pour l’enseignement supérieur. Par ailleurs, le [taux d’abandon](https://chicagopolicyreview.org/2021/03/17/solving-the-issue-of-rising-college-drop-out-rates/) au cours des deux premières années d’études ne fait qu’augmenter, en particulier pour les bas revenus et les minorités.

Cette situation génère de nouvelles incertitudes financières pour les universités, en particulier les petites institutions, déjà confrontées à la chute des inscriptions post-Covid-19, à l’inflation et à l’augmentation des coûts d’exploitation. Selon un rapport de [Deloitte de 2023](https://www2.deloitte.com/us/en/insights/industry/public-sector/articles-on-higher-education/higher-education-business-model.html), de nombreux établissements cherchent à diversifier leurs sources de revenus via des partenariats avec le secteur privé et des programmes en ligne. Cette transformation vise à réduire leur dépendance vis-à-vis des frais de scolarité, tout en posant des dilemmes éthiques sur leur autonomie financière.

Face à la baisse des inscriptions d’étudiants américains, de nombreuses universités se tournent vers les candidats internationaux, en particulier dans les [domaines STEM](https://www.nsf.gov/nsb/news/news_summ.jsp?cntn_id=309769). En se concentrant sur les étudiants internationaux pour compenser la perte d’étudiants nationaux, les universités risquent de négliger leur mission d’éducation inclusive, compromettant ainsi leur diversité et leur responsabilité sociale, sons compter les considérations de dépendance scientifique et géopolitique.

748 mots

Adapté de *The Conversastion*, octobre 2024.

1. Un exemple célèbre : Barak et Michelle Obama ont annoncé en 2012 n'avoir remboursé leur dette étudiante qu'en...2004. [↑](#footnote-ref-1)